

Dans cet état de choses M. de Metternich devait avant tout chercher à plaire au vainqueur ; il y réussit complètement : on était alors chez nous en plein retour vers les choses d'autrefois. Napoléon avait fouillé les archives pour y déterrer de vieux formulaires d'étiquette. L'antique royauté de Louis XIV semblait renaître avec toute sa splendeur, avec tous ses prestiges, avec toutes ses pompeuses puérilités, moins la grâce aristocratique dont on peut bien se passer, mais qui ne s'acquiert pas et fait toujours mauvais effet quand on l'emprunte.

Joignant aux avantages de la naissance la figure la plus séduisante, les formes les plus distinguées, un esprit fin, une parole facile, élégant et somptueux dans les habitudes de sa vie, le jeune ambassadeur d'Autriche eut un succès prodigieux ; on se l'arrachait à la cour, et les princesses même de la famille impériale ne dédaignaient pas ses hommages : bien qu'on fût devenu *collet monté* sur l'étiquette, le puritanisme n'existait qu'à la surface et la couleur du directoire avait déteint sur cette société fardée de l'empire. M. de Metternich sut très bien se plier aux circonstances ; il avait mission de plaire, il s'en acquitta avec un grand zèle ; on ferait des volumes avec le récit de toutes les bonnes fortunes échues ou prêtées au diplomate autrichien ; lisez plutôt les nombreux mémoires enfantés par les célébrités féminines de cette époque ; il n'en est presque pas un qui ne renferme un tendre et gracieux souvenir à l'adresse de M. de Metternich.

Bien accueilli par Napoléon, qui le considérait comme l'expression du système français en Autriche, M. de Metternich fut à même d'étudier cet homme qui faisait mouvoir le monde à son gré, et de deviner parfois les ressorts mystérieux qui lui donnaient à lui-même l'impulsion première. L'ambassadeur insistait alors fortement pour fonder entre la France et l'Autriche un système solide d'assurance mutuelle contre la Russie. L'entrevue d'Erfurth déjoua ses projets ; des promesses furent échangées entre Napoléon et Alexandre. Il fut un instant question de partager l'Europe en deux. L'Autriche, persuadée qu'elle serait sacrifiée, se tourna vers l'Angleterre qui l'engageait à briser le traité de Presbourg en lui promettant des subsides. Les vexations nombreuses qu'avaient eu à subir les populations allemandes commençaient déjà à exaspérer les esprits. L'Autriche jugea le moment venu de tenter de nouveau le sort des armes ; toutefois avant d'éclater elle voulait attendre que Napoléon fût complètement engagé au fond de l'Espagne ; d'immenses levées d'hommes s'organisèrent mystérieusement, M. de Metternich reçut ordre de plaire plus que jamais, et de mentir avec toute l'assurance d'un diplomate. Alors se joua entre le subtil Autrichien et M. de Champagny une partie de finesse dans laquelle ce dernier échoua complètement. Autant les notes officielles de l'Autriche étaient sèches et insignifiantes, autant les notes confidentielles présentées par M. de Metternich respirationnaient les sympathies les plus ardentes et le dévouement le plus sincère. Napoléon lui-même y fut trompé. Cependant on hésitait encore en Autriche devant une déclaration de guerre. Le 25 mars 1809 M. de Metternich recevait de son ancien patron, le comte de Stadion, alors premier ministre, une lettre ainsi conçue : " Je remarque avec douleur " que l'enthousiasme général tiédit ; je crains bien qu'il ne s'use " à attendre ; fais-toi donc chasser, car ici on ne saura jamais " prendre un parti décisif. " Enfin, le 9 avril, au moment où l'empereur arrivait à la frontière d'Espagne pour relever le trône de Joseph, l'Autriche se décida à passer l'Inn et à commencer les hostilités en attaquant notre alliée la Bavière enrichie de ses dépouilles.

À la première nouvelle de cette agression inattendue, Napoléon accourut à Paris, et furieux d'avoir été joué par M. de Metternich, il ordonne tout simplement à Fouché de le faire conduire à la frontière entre deux gendarmes ; l'ordre était dur, car enfin, s'il fallait toujours dire la vérité, à quoi servirait donc la diplomatie ? Fouché, qui pensait qu'il était bon d'avoir des amis partout, y mit des formes et se contenta de faire escorter la chaise de poste de l'ambassadeur par un capitaine de gendarmerie.

Deux mois s'étaient à peine écoulés et l'Autriche écrasée à Wagram demandait la paix à deux genoux ; le *Moniteur* proclamait que la *maison de Lorraine avait cessé de régner*, déclaration fastueuse, irréalisable, qui n'eut pas de suite, mais que Napoléon devait un jour payer cher. Grâce à l'habileté du comte de Bubna, et surtout grâce aux instances de M. de Metternich déjà rentré en faveur auprès de Napoléon, après de longues conférences à Schönbrunn, la paix fut enfin signée à Vienne. De nouvelles cessions de territoires et d'énormes contributions de guerre furent le partage du vaincu.

C'est à cette époque, en 1810, après la signature du traité de Vienne, que M. de Metternich fut appelé au poste de chancelier-d'État et président du conseil. Autour de lui l'horizon était plus sombre que jamais ; la maison de Lorraine n'avait pas cessé de régner, mais elle avait perdu toute son influence en Allemagne. Napoléon l'avait déjà, pour ainsi parler, réduite à sa plus simple expression par le traité de Presbourg pour agrandir ses vassaux les princes de la Confédération ; le traité de Vienne lui arrachait les derniers débris de sa puissance en Italie. Abattue, épuisée d'hommes et d'argent, pressée de tous côtés par cet immense empire français, qui s'étendait des bords de la Baltique jusqu'aux Pyrénées, l'Autriche semblait avoir définitivement renoncé à toute pensée de recours aux armes.

Dans ces circonstances difficiles, M. de Metternich entreprit de relever son pays, en le rapprochant plus intimement du vainqueur. *Græcia capta ferum victorem cepit* (1).

L'occasion se présenta bientôt ; le chancelier-d'État la saisit habilement. Napoléon, après son divorce avec Joséphine, cherchait alors quelle antique race de l'Europe il appellerait à l'honneur de continuer la sienne ; il penchait pour une sœur d'Alexandre ; le cabinet de Vienne se jeta à la traverse des négociations ; M. de Schwartzemberg, alors ambassadeur à Paris, fut chargé de s'expliquer à ce sujet ; un mariage fut proposé, conclu le même jour, et M. de Metternich vint lui-même conduire la fille des Césars dans la couche du soldat triomphant. La Russie fut froissée de cette préférence. La froideur commençait déjà à remplacer les protestations d'Erfurth ; les nuages s'amoncelèrent de ce côté ; la spoliation du grand-duc d'Oldenbourg, les exigences du système continental imposé à la Russie et mortel pour ses intérêts commerciaux, achevèrent de briser l'alliance. Napoléon se résolut à marcher à la dictature universelle, et la guerre fut déclarée.

L'Autriche se tourna naturellement du côté de celui qu'elle jugeait le plus fort, sans toutefois s'engager assez complètement dans la querelle pour s'interdire toute possibilité de métamorphose en cas de défaite. Le traité de Paris, du 14 mars 1812, stipula qu'il y aurait entre S. M. l'empereur des Français et S. M. l'empereur d'Autriche, amitié, union et alliance à perpétuité (jolie mot de chancellerie qui n'engage à rien ; tous les traités se font à perpétuité). L'Autriche dut fournir un contingent de 30,000

(1) " C'est mon mariage avec Marie-Louise qui m'a perdu, " disait Napoléon à Sainte-Hélène.